

International

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) : ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLE DE 2010

Didier Chouat

02/07/2010

La fragilité du processus électoral et les tensions politiques internes et régionales (crise au Darfour, rébellion ougandaise de la LRA, Lord's Resistance Army de Joseph Kony, et l'instabilité à l'est et au nord-est de la République démocratique du Congo) placent la RCA dans une situation difficile justifiant une grande attention de la part de la communauté internationale.

La Fondation Jean-Jaurès a organisé les 17 et 18 juin derniers en partenariat avec le MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain), présidé par Martin Ziguélé, ancien Premier ministre, un séminaire de formation consacré à la préparation des élections législatives et présidentielle prévues à ce jour en octobre et novembre prochains.

Vous pouvez consulter les documents suivants relatifs à ce séminaire :

- Le [compte-rendu](#) de Didier Chouat
- « Elections 2010, la Fondation Jean Jaurès outille les candidats du MLPC », *Africa-Info*, 20 juin 201

Le mandat du président François Bozizé a légalement pris fin au printemps dernier. Les autorités envisageaient alors la tenue des scrutins présidentiel et législatifs à cette période. L'absence de listes électorales dignes de ce nom et les mauvaises conditions matérielles liées à l'organisation d'élections étaient tels que la garantie de scrutins réellement démocratiques ne pouvaient être assurée (cf. la [note](#) de Martin Ziguélé décrivant le contexte juridique et politique en RCA).

L'opposition démocratique centrafricaine – regroupée au sein de l'Union des forces vives de la nation (UFVN) dont fait partie le MLPC – et certains acteurs de la communauté internationale sont parvenus à convaincre le président Bozizé de reporter les dates des deux scrutins. Si la Commission électorale indépendante (CEI) a proposé à l'unanimité les dates des 24 octobre et 19 décembre 2010 pour les premier et second tours, l'aval du président est à ce jour toujours attendu. À l'incertitude du calendrier électoral (un report demeurant envisageable), s'ajoutent également les

difficultés du processus en amont des élections, à savoir l'établissement de nouvelles listes électorales, le rétablissement de la sécurité sur l'ensemble du territoire, la révision du découpage des circonscriptions et enfin le financement des différentes opérations afférentes. Difficultés de plus à surmonter dans un délai plutôt court.

Le cheminement de la République centrafricaine vers la démocratie demeure donc incertain. Il réclame évidemment l'engagement des acteurs démocratiques centrafricains mais aussi la vigilance de la communauté internationale.

Documents annexes

- [Données et chronologie](#)
- [Données économiques 2009](#), Banque africaine de développement, p. 19 du document
- « [Central African Republic: Keeping the Dialogue Alive](#) », Policy Briefing, International Crisis Group, janvier 2010 :
- [Rapport du Secrétaire général](#) sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau d'appui des Nations unies pour la consolidation de la paix dans ce pays, ONU, décembre 2009